



Loire Atlantique

Contact :

Sylvain LAMBLOT  
06.88.10.10.40

Nicolas Villerey  
06.41.38.92.86

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

## Politique de réductions des horaires et fermetures de bureaux de Poste en Loire-Atlantique :

La crise sanitaire met à jour la stratégie d'économies budgétaires tous azimuts du Groupe La Poste.

Aujourd'hui, en Loire Atlantique, les Postier-es subissent de plein fouet un discours anxigène sur la baisse du chiffre d'affaires, qui serait la conséquence directe de la pandémie en cours.

Au prétexte de cette pandémie, on ne pourrait plus embaucher, ce qui implique la fermeture de bureaux de Poste du fait de l'absence de personnels de remplacement suffisants.

Un historique récent nous montre que cette stratégie délétère a conduit à la fermeture définitive de bureaux de Poste sur Nantes (Longchamp, Decré, Champ De Mars, St Donatien) et St Nazaire Villeport mais également en zone rurale (Couëron, Chabossière), avec une insatisfaction qui n'a eu de cesse de se développer depuis... (Files d'attente dans les bureaux restants, incivilités dues au service dégradé...). Face à cette insatisfaction croissante, La Poste n'assume pas. Pire, elle reporte la responsabilité de ses choix sur les Postier-es qui généreraient eux-mêmes ces incivilités.

La Poste va accélérer ses projets en 2021. Certains bureaux sont d'ores et déjà en cours de « transformation ». Citons l'exemple de Rezé avec une fermeture définitive de Rezé principal, programmée pour l'été 2021. Rappelons que Rezé Principal offre actuellement 100% des services accessibles dans un bureau de Poste.

Ces projets incohérents et souvent mal vécus par les clients renforcent le climat déjà anxigène au sein de l'entreprise, et dégrade les conditions de travail.

Contrairement aux annonces présidentielles de la semaine dernière, où le président Macron a fait du maintien du service public postal une priorité, nous constatons que dans les faits La Poste s'obstine dans une stratégie qui mécontente ses agents et ses clients.

Le syndicat départemental incite vivement les maires de France à défendre le service public postal, à s'engager envers leurs citoyens-ennes et à s'opposer aux fermetures de bureaux sur leur commune, et aimeraient qu'au-delà des beaux discours de façade, le gouvernement impose et finance un changement de stratégie au sein du groupe La Poste. Paradoxalement l'état s'est désengagé en 2020 en choisissant de céder ses actions au profit d'un actionnaire public qui exige des économies drastiques au détriment de l'accessibilité bancaire et postale en tout point du territoire.